

RAPPORT DE GESTION POUR LE TRIMESTRE ET LE SEMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2019

Dans le présent rapport de gestion et à moins que le contexte indique ou exige une autre interprétation, toutes les mentions de « Société », « Lightspeed », « nous », « notre » ou « nos » font référence à Lightspeed POS Inc. ainsi qu'à ses filiales, sur une base consolidée, telle qu'elle a été constituée au 30 septembre 2019.

Le présent rapport de gestion, daté du 7 novembre 2019, pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2019 doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes y afférentes pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2019, ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société et les notes y afférentes pour l'exercice clos le 31 mars 2019. Les informations financières figurant dans le rapport de gestion sont tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2019, lesquels ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») applicables à la préparation d'états financiers intermédiaires, notamment International Accounting Standard (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*, publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants sont libellés en dollars américains, à moins d'indication contraire.

Information prospective

Le présent rapport de gestion contient de l'« information prospective » et des « énoncés prospectifs » (ensemble, l'« information prospective »), au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes. L'information prospective peut se rapporter aux perspectives financières et aux événements ou résultats prévus; elle peut comprendre des renseignements sur notre situation financière, notre stratégie d'affaires, nos stratégies de croissance, les marchés à notre portée, nos budgets, nos activités d'exploitation, nos résultats financiers, nos impôts, notre politique en matière de dividendes, nos plans et nos objectifs. En particulier, est considérée comme prospective l'information sur nos attentes à l'égard des résultats, du rendement, des réalisations, des perspectives et des possibilités futurs ou des marchés sur lesquels nous exerçons nos activités.

Dans certains cas, l'information prospective se signale par la terminologie utilisée : « prévoir », « cibler », « s'attendre à », « il existe une possibilité que », « budget », « calendrier », « estimation », « perspectives », « prévision », « projection », « éventuel », « stratégie », « avoir l'intention de », « croire », « estimer » ainsi que diverses variations ou flexions de ces termes, notamment au futur, au conditionnel ou à la forme négative, de même que des mots, expressions ou énoncés stipulant que certains événements, résultats, actions ou mesures peuvent ou pourraient « se produire », « survenir », « être atteints » ou « être prises », ou l'inverse, et d'autres termes ou expressions de même nature. En outre, tout énoncé qui se rapporte à des attentes, intentions, projections ou autres allusions à des événements ou circonstances futurs contient de l'information prospective. Les énoncés contenant de l'information prospective ne concernent pas des faits passés; ils représentent les attentes, les estimations et les projections de la direction à l'égard d'événements ou de circonstances futurs.

L'information prospective aux présentes comprend notamment des énoncés sur les éléments suivants : les attentes concernant les tendances du secteur d'activité; nos taux et nos stratégies de croissance; les marchés susceptibles d'être intéressés par nos solutions; la réalisation de développements de notre plateforme et l'expansion de celle-ci; les attentes concernant nos produits d'exploitation et le potentiel de nos solutions de paiement et autres à dégager des produits d'exploitation; nos plans et stratégies d'affaires; et notre position concurrentielle dans notre secteur d'activité.

L'information prospective aux présentes et les autres renseignements de nature prospective sont fondés sur les opinions, les estimations et les hypothèses que nous formulons à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances passées, des conditions actuelles et des développements à venir, de même que sur d'autres facteurs que nous estimons raisonnables et appropriés dans les circonstances. Même si nous mettons un grand soin à préparer l'information prospective et à la passer en revue, rien ne garantit que les opinions, estimations et hypothèses qui la sous-tendent se vérifieront. Certaines hypothèses concernant notre capacité à accroître notre part de marché, à pénétrer de nouveaux marchés et à prendre de l'expansion verticalement dans notre secteur, notre capacité à maintenir en poste notre personnel clé, notre capacité à conserver et à élargir notre présence géographique, notre capacité à réaliser nos plans d'expansion, notre capacité à poursuivre nos investissements dans notre infrastructure afin de soutenir notre croissance, notre capacité à obtenir du

financement et à conserver nos sources de financement actuelles selon des modalités acceptables, les taux de change et d'intérêt, le jeu de la concurrence, l'évolution et les tendances de notre secteur et de l'économie mondiale et les changements apportés aux lois, aux règles, aux règlements et aux normes mondiales constituent des facteurs significatifs pris en compte dans la préparation de l'information prospective et la formulation des attentes de la direction.

L'information prospective est nécessairement fondée sur des opinions, estimations et hypothèses que nous jugeons appropriées et raisonnables à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective est subordonnée à des risques connus ou inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations obtenus soient largement différents de ceux qui sont expressément ou implicitement exprimés dans l'information prospective. Ces facteurs de risque englobent, mais ne s'y limitent pas, à ceux mentionnés à la rubrique « Résumé des facteurs influant sur notre rendement » du présent rapport de gestion, ainsi qu'à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle datée du 30 mai 2019, qui peut être consultée sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Si l'un ou l'autre de ces risques ou incertitudes devait se matérialiser ou si les opinions, estimations ou hypothèses qui sous-tendent l'information prospective devaient se révéler erronées, les résultats réels ou les événements futurs pourraient s'écarter de manière significative de ceux prévus dans l'information prospective. Les investisseurs éventuels ont tout intérêt à étudier attentivement les opinions, estimations ou hypothèses mentionnées ci-dessus et décrites en détail à la rubrique « Résumé des facteurs influant sur notre rendement ».

Nous avons tenté de cerner tous les facteurs de risque importants susceptibles de faire en sorte que les résultats réels s'écarteraient de manière significative de ceux exposés dans l'information prospective; cependant, d'autres facteurs de risque qui ne sont pas connus pour l'instant ou que nous estimons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir cet effet. Rien ne garantit que l'information prospective s'avérera exacte, puisque les résultats obtenus et les événements futurs peuvent différer sensiblement de ceux que l'information prospective laisse présager. Aucun énoncé prospectif n'est garant des résultats futurs. Par conséquent, le lecteur est prié de ne pas se fier indûment à l'information prospective, qui n'est valable qu'à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion représente nos attentes à la date d'établissement de celui-ci (ou à toute autre date mentionnée) et est susceptible de changer après cette date. Nous nous dégageons de toute intention, de toute obligation et de tout engagement de mettre à jour ou de réviser l'information prospective, que ce soit par suite de nouvelles informations ou d'événements à venir ou pour toute autre raison, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent.

Toute l'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est expressément assujettie à la mise en garde qui précède.

Ce rapport de gestion contient certains noms de marques tels que « Lightspeed », « Flame Design », « Show & Tell », « Lightspeed Cloud » et « Lightspeed Pro », qui appartiennent à la Société et sont protégés en vertu des lois sur la propriété intellectuelle en vigueur. Pour des raisons pratiques, les marques de commerce et les dénominations commerciales citées aux présentes peuvent y figurer accompagnées ou non des mentions MD ou MC; l'absence de ces signes ne signifie en aucun cas que nous ne défendrons pas nos droits à l'égard de ces marques de commerce et dénominations commerciales dans toute la mesure permise par la législation applicable.

Des renseignements complémentaires sur Lightspeed, notamment notre plus récente notice annuelle, peuvent être consultés sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu

Lightspeed propose une plateforme conviviale de commerce électronique SaaS qui facilite les transactions omnicanales. Nos plateformes logicielles proposent à nos clients les fonctionnalités essentielles dont ils ont besoin pour traiter avec les consommateurs, gérer les transactions, accepter les paiements et assurer la croissance de leur entreprise. Nous sommes établis dans plus d'une centaine de pays et nos clients sont des petites et moyennes entreprises (« PME ») qui occupent un ou plusieurs emplacements. Pour livrer une concurrence efficace dans un environnement de marché omnicanal, nos clients traitent leurs affaires en ligne, sur des réseaux mobiles et sociaux aussi bien que sur des circuits physiques. Nous sommes convaincus que nos plateformes sont essentielles à leur capacité de fonctionner et à leur croissance, comme en témoignent nos produits des activités ordinaires qui sont récurrents pour la plus grande partie et notre excellente feuille de route au

chapitre de la croissance graduelle des produits des activités ordinaires par client.

Nos plateformes infonuagiques sont conçues en fonction de trois éléments interreliés : l'expérience client, la gestion des transactions (l'administration), qui nous permet d'améliorer notre efficacité auprès du client et notre compréhension de celui-ci, et la facilité de paiement. Les principales fonctionnalités de notre plateforme englobent la gamme complète des capacités omnicanales, les points de vente (« PDV »), la gestion par produit et par menu, la gestion des stocks, les analyses et les rapports, la connectivité multi-emplacements, la gestion des clients et la fidélisation. Notre présence au point de commerce nous place au premier plan pour traiter les paiements et recueillir les données transactionnelles. Lightspeed Payments, notre solution de traitement de paiement, est actuellement offerte à nos clients du secteur de détail américain. Nous estimons que le déploiement élargi de Lightspeed Payments nous permettra d'émuler le succès de nos clients et qu'il représente pour notre Société une occasion de croissance importante.

La vente de nos plateformes se fait principalement par l'entremise de nos effectifs de vente directe en Amérique du Nord, en Europe et en Australie, ainsi que par des circuits indirects dans d'autres pays. Nos plateformes conviennent à divers types de PME, en particulier les détaillants mono et multi-emplacements ayant des transactions complexes : nombreux produits, besoins de stockage variés ou élément de service, et les restaurateurs qui œuvrent dans la restauration rapide, dans le cadre de festivals, comme dans la fine cuisine. En moyenne, nos clients génèrent un volume de transactions brut (« VTB ») (indicateur défini aux présentes) annuel dépassant 500 000 \$, signe du succès de leurs activités. Pour septembre 2019, notre clientèle a rapporté un revenu moyen par utilisateur (« RMPU ») (indicateur défini aux présentes) mensuel d'environ 200 \$ et représentait environ 57 000 emplacements clients dans plus d'une centaine de pays. Le pourcentage de clients admissibles qui ont souscrit des contrats pour Lightspeed Payments au moment d'acheter le logiciel Lightspeed a avoisiné 50 % pour le trimestre. Pour le semestre clos le 30 septembre 2019, notre plateforme infonuagique SaaS a traité un VTB de 10,0 milliards de dollars, soit une croissance de plus de 40 %, par rapport à un VTB de 7,2 milliards de dollars au semestre clos le 30 septembre 2018.

Nos produits des activités ordinaires proviennent principalement de la vente d'abonnements à notre logiciel infonuagique et de licences d'utilisation ainsi que d'autres sources de produits récurrents, notamment les solutions de paiement pour détaillants et restaurateurs. Nous offrons des plans de tarification conçus en fonction des besoins de nos clients actuels et futurs, dont le but est d'adapter les solutions Lightspeed à la croissance des PME. Nos plans d'abonnement peuvent être mensuels, annuels, pluriannuels, la majorité des emplacements clients ayant souscrit des contrats d'au moins 12 mois au 30 septembre 2019. Par ailleurs, notre logiciel est intégré au traitement électronique de paiement qu'offrent certaines tierces parties. Dans le cadre de l'intégration à ces services de traitement de paiement, nous avons négocié des ententes de partage des produits avec chacune de ces parties. Nous avons lancé Lightspeed Payments, notre solution exclusive de traitement des paiements, qui permet à nos clients de visualiser l'intégralité des transactions jusqu'aux dernières étapes de leur processus de vente. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2019, la vente de logiciels et de solutions de traitement de paiement comptait respectivement pour 91 % et 90 % du total de nos produits des activités ordinaires (90 % et 89 % pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2018).

Par ailleurs, en complément de la vente de logiciels et de solutions de traitement de paiement, nous tirons des produits de la vente de matériel informatique et d'autres services de soutien à valeur ajoutée offerts aux commerçants. Ces produits sont en général non récurrents et proviennent de la vente de matériel informatique afférent à nos solutions et de la vente de services professionnels de soutien pour l'installation et l'implantation de nos solutions. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2019, ces produits ont respectivement compté pour 9 % et 10 % du total de nos produits des activités ordinaires (10 % et 11 % pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2018).

Nous estimons détenir une nette position de leader dans le commerce des PME en raison de notre envergure, de l'ampleur de nos capacités et de la diversité de notre clientèle. Notre entreprise a de ce fait connu une croissance marquée. De 18,6 et de 36,1 millions de dollars au trimestre et au semestre clos le 30 septembre 2018, nos produits des activités ordinaires sont respectivement passés à 28,0 et à 52,1 millions de dollars au trimestre et au semestre clos le 30 septembre 2019, soit une croissance sur douze mois respective de 51 % et de 44 %. Aucun client n'a représenté plus de 1 % de nos produits des activités ordinaires pour les trimestres et les semestres clos les 30 septembre 2019 ou 2018.

Notre entreprise connaît une croissance rapide et nous projetons de continuer d'investir dans la croissance future. Notre succès futur dépendra d'un certain nombre de facteurs, notamment notre capacité d'accroître notre clientèle, d'augmenter les produits provenant de notre clientèle actuelle, d'accélérer l'adoption de Lightspeed Payments, d'ajouter d'autres solutions à nos plateformes et de choisir avec soin et d'intégrer des acquisitions et de nouveaux marchés. En continuant d'investir, nous augmenterons la base de nos produits des activités ordinaires, améliorerons la rétention de cette base et renforcerons notre capacité d'accroître les ventes à nos clients.

Nous n'avons pas été rentables à ce jour et, à moins de mettre en place nos stratégies de croissance, nous pourrions ne jamais l'être. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2019, nous avons respectivement subi des pertes d'exploitation de 11,2 et de 21,5 millions de dollars, comparativement à des pertes d'exploitation de 3,9 et de 8,7 millions de dollars pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2018. Nos sorties de trésorerie se sont élevées à 8,9 millions de dollars pour le semestre clos le 30 septembre 2019, contre 3,9 millions de dollars pour le semestre clos le 30 septembre 2018.

Indicateurs de rendement clés

La surveillance des indicateurs de rendement clés suivants nous permet d'évaluer notre entreprise, de mesurer notre rendement, d'identifier les tendances qui touchent nos activités, d'établir des plans d'entreprise et de prendre des décisions stratégiques. La méthode dont nous nous servons pour calculer nos indicateurs de rendement clés peut se révéler différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises pour calculer des mesures analogues.

Revenu moyen par utilisateur. Le revenu moyen par utilisateur ou « **RMU** » correspond au total des produits tirés des ventes de logiciels et de solutions de paiement pour la période, divisé par le nombre de clients distincts pour cette période.

Emplacements clients. Un emplacement client est un emplacement client facturable pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation. Un seul client distinct peut avoir plusieurs emplacements clients, qu'il s'agisse d'emplacements physiques ou de sites de commerce électronique. Nous estimons que notre capacité d'accroître le nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme est un indicateur de notre succès au chapitre de la pénétration de marché et de la croissance de notre entreprise. Notre historique de croissance se mesure en nombre d'emplacements clients et en VTB par emplacement client pour l'utilisation accrue de notre plateforme. Aux 30 septembre 2019 et 2018, environ 57 000 et 45 000 emplacements clients, respectivement, utilisaient nos plateformes.

Volume de transactions brut. Le volume de transactions brut ou « **VTB** » correspond à la valeur totale en dollars des transactions traitées sur notre plateforme infonuagique SaaS pour une période donnée, après déduction des remboursements, et avant déduction des frais de transport et de manutention, droits de douane et taxes à la valeur ajoutée. Le VTB est, selon nous, un indicateur du succès de nos emplacements clients et de la vigueur de notre plateforme. Le VTB ne représente pas des produits que nous avons gagnés. Pour les semestres clos les 30 septembre 2019 et 2018, le VTB s'est respectivement élevé à 10,0 milliards de dollars et à 7,2 milliards de dollars.

Mesures non conformes aux IFRS et rapprochement

L'information présentée dans le rapport de gestion inclut certaines mesures financières telles que le « **BAIIA ajusté** ». Ces mesures ne sont pas reconnues par les IFRS, n'ont pas un sens standardisé prescrit par les IFRS et ne sont probablement pas comparables à des mesures analogues présentées par d'autres entreprises. Elles s'ajoutent plutôt aux mesures IFRS et constituent un complément d'information utile à une compréhension plus approfondie de nos résultats d'exploitation, tels que les comprend notre direction. Par conséquent, il faudrait se garder de considérer ces mesures isolément ou comme un substitut à l'analyse de notre information financière conforme aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS constituent pour l'investisseur des mesures supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures IFRS. Les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices. Notre direction se sert aussi des mesures non conformes aux IFRS pour comparer le rendement de l'exploitation d'une période à l'autre, préparer les budgets d'exploitation et les prévisions annuels, et déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté est défini comme la perte nette après intérêts, impôt et amortissement, ou comme le BAIIA, après ajustement tenant compte de la charge de rémunération à base d'actions et des charges connexes, de la perte de juste valeur

sur les actions privilégiées rachetables, de la charge de rémunération liée aux acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change et des frais liés aux transactions. Le tableau suivant présente un rapprochement de la perte nette et du BAIIA ajusté des périodes indiquées.

(En milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(10 075)	(8 196)	(19 172)	(16 321)
Perte de juste valeur sur les actions privilégiées rachetables ¹⁾	—	3 643	—	6 595
Rémunération à base d’actions et charge sociale qui s’y rapporte ²⁾	841	(75)	3 720	413
Amortissement ³⁾	2 832	1 199	4 648	2 451
Perte (profit) de change ⁴⁾	(80)	(9)	(410)	110
Produit d’intérêts, déduction faite des charges ⁵⁾	(690)	(33)	(1 709)	(91)
Rémunération liée aux acquisitions ⁵⁾	2 055	108	2 762	108
Frais liés aux transactions ⁶⁾	500	—	528	—
Charge (produit) d’impôt	(464)	662	(596)	1 128
BAIIA ajusté	(5 081)	(2 701)	(10 229)	(5 607)

¹⁾ Ces coûts incluent les coûts liés à la variation de la valeur de nos actions privilégiées rachetables d’une période à l’autre, qui sont des coûts hors trésorerie. Avant la conclusion de notre premier appel public à l’épargne, toutes nos actions privilégiées rachetables ont été converties, et le passif a été ramené à néant, une augmentation de même valeur étant portée au capital-actions. Ces actions n’auront plus d’incidence sur nos résultats d’exploitation.

²⁾ Ce poste se compose d’une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l’émission d’options sur actions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d’options sur actions et de la charge sociale qui s’y rapporte, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d’actions, qu’elles représentent des estimations et sont, par conséquent, susceptibles de changer et qu’elles ne reflètent pas une sortie de trésorerie à court terme. Nous nous attendons à des décaissements futurs au titre de la charge sociale liée à la rémunération à base d’actions.

³⁾ Du fait de l’adoption d’IFRS 16 *Contrats de location*, la perte nette tient compte d’un montant de 609 \$ lié à l’amortissement des actifs au titre de droits d’utilisation et d’une charge d’intérêts de 210 \$ sur les obligations locatives, et exclut un montant de 695 \$ lié aux charges locatives pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 (1 023 \$, 394 \$ et 1 181 \$, respectivement, pour le semestre clos le 30 septembre 2019). Se reporter à la rubrique « Méthodes comptables et estimations comptables critiques » ci-après pour un complément d’information sur l’adoption d’IFRS 16.

⁴⁾ Ces pertes et (profits) hors trésorerie sont liés à la conversion de devises.

⁵⁾ Ces coûts représentent une portion du coût d’achat afférente aux obligations d’emploi continu de certains employés clés des entreprises acquises.

⁶⁾ Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, de conseillers juridiques, de consultation et de comptables liés aux acquisitions, ainsi qu’à notre placement secondaire, qui ne sont pas récurrents et n’auraient pas par ailleurs été engagés.

Perspectives

Une analyse des attentes de la direction quant aux perspectives de la Société pour l’exercice 2020 est présentée à la rubrique « Perspectives financières » du communiqué de presse de la Société daté du 7 novembre 2019. Ce communiqué peut être consulté à l’adresse www.sedar.com.

Résumé des facteurs influant sur notre rendement

La croissance et le succès futur de notre entreprise sont tributaires de nombreux facteurs, et plus particulièrement de ceux qui sont énumérés ci-après. Si ces facteurs présentent des occasions intéressantes pour notre entreprise, ils n’en posent pas

moins des défis importants, dont certains sont décrits ci-après et dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, qui peut être consultée sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Adoption de notre plateforme par le marché

Nous avons l'intention de continuer à pousser l'adoption de notre plateforme de commerce en adaptant nos solutions aux besoins des clients actuels et futurs, quelle que soit leur envergure ou nature. Il existe un potentiel important d'accroissement de la pénétration du marché susceptible d'être intéressé par nos solutions. Nous devrions pouvoir réaliser ce potentiel en développant davantage nos produits et services, et en continuant d'investir dans des stratégies de commercialisation destinées à attirer de nouveaux clients pour notre plateforme tant dans nos secteurs géographiques existants que sur de nouveaux marchés internationaux. Nous projetons également d'évaluer soigneusement les occasions de proposer nos solutions à des entreprises œuvrant dans des marchés verticaux que nous ne servons pas à l'heure actuelle. Nous continuerons d'investir dans notre plateforme afin d'élargir la base de notre clientèle et de pousser l'adoption par le marché. Nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pourraient fluctuer à mesure que se feront ces investissements.

Adoption de Lightspeed Payments par les clients

En janvier 2019, nous avons lancé notre solution de traitement de paiement, Lightspeed Payments, auprès de nos clients du marché de détail américain. Lightspeed Payments devrait devenir une partie de plus en plus importante de nos activités à mesure qu'elle sera offerte à l'ensemble de notre clientèle dans tous les secteurs géographiques. Lightspeed Payments est conçue pour être une solution transparente et conviviale, et nous l'offrons à des tarifs concurrentiels établis d'après un pourcentage du VTB traité électroniquement sur nos plateformes. Étant donné que Lightspeed Payments comptera pour une proportion croissante de nos produits des activités ordinaires, nous prévoyons qu'avec le temps nos marges brutes baisseront, malgré l'augmentation marquée possible du total de nos produits des activités ordinaires, car la marge brute de nos solutions de traitement de paiement est inférieure à celle de nos abonnements.

Ventes complémentaires et ventes de gammes supérieures à nos clients existants

Nos clients existants constituent des cibles de choix pour notre stratégie de « conquête graduelle » de ventes complémentaires et de ventes de gammes supérieures moyennant des frais de vente et de commercialisation supplémentaires minimales. Bon nombre de nos clients commencent par utiliser une de nos plateformes pour un besoin précis. Une fois qu'ils auront constaté les avantages et les nombreuses fonctionnalités de notre plateforme, ils seront conquis et se tourneront graduellement vers nos autres services tels que Lightspeed Loyalty, Lightspeed Analytics et Lightspeed Payments. Nous projetons de poursuivre nos investissements dans le développement de produits, la vente et la commercialisation, l'ajout de solutions à notre plateforme et l'augmentation de l'utilisation de nos solutions et de la sensibilisation à celles-ci. La croissance de nos produits et notre capacité d'atteindre la rentabilité et de la maintenir reposent sur notre capacité de conserver les relations clients existantes et de continuer d'étendre l'utilisation de la gamme complète de nos solutions chez nos clients.

Agrandir notre équipe de vente et de commercialisation

Notre capacité de faire croître de façon marquée nos produits des activités ordinaires dépendra largement de l'efficacité de nos efforts de vente et de commercialisation, à l'échelle nationale et mondiale. La vente et la commercialisation sont effectuées pour une grande part par une équipe interne dont le dynamisme est à la base de notre succès. Nous avons investi dans notre force de vente et continuerons d'y investir massivement, et prévoyons, par conséquent, que nos effectifs de vente continueront de grandir grâce à ces investissements.

Ventes à l'échelle mondiale

La demande mondiale de notre plateforme continuera de s'accroître, car les PME sont à la recherche de solutions de bout en bout avec des capacités omnicanales qui leur permettront de prospérer et de réussir dans un environnement opérationnel de plus en plus complexe. Nos possibilités de croissance à l'échelle mondiale sont donc importantes. En prévision de cette

demande éventuelle, nous avons investi et continuerons d'investir dans le personnel et la commercialisation, et nous ferons des acquisitions stratégiques à l'extérieur de l'Amérique du Nord pour soutenir notre croissance mondiale.

Caractère saisonnier

Les produits des activités ordinaires liés au traitement des transactions devraient commencer à constituer une proportion croissante de la composition totale de nos produits en raison du lancement récent de Lightspeed Payments. Nous nous attendons à ce que nos résultats trimestriels reflètent davantage un caractère saisonnier. Même si la croissance rapide de notre base d'abonnés et la vente de gammes supérieures aux clients existants ont largement atténué à ce jour les tendances saisonnières de nos produits, nous prévoyons que nos produits liés au traitement des transactions afficheront davantage une corrélation avec le VTB des clients utilisant notre plateforme.

Monnaies étrangères

Notre monnaie de présentation et notre monnaie fonctionnelle sont le dollar américain. La plus grande partie de nos produits des activités ordinaires, ainsi qu'une plus petite proportion de nos dépenses, est libellée en dollars américains. Notre siège social et une partie importante de nos employés sont situés à Montréal, au Canada, avec d'autres effectifs en Europe et, depuis l'acquisition de Kounta Holdings Pty Ltd (« Kounta ») en octobre 2019, en Australie. Une partie importante de nos dépenses est donc libellée en dollars canadiens et en euros. Par conséquent, nos résultats d'exploitation subiront les contrechocs d'une diminution de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien et à l'euro. Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle, qui peut être consultée sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, pour obtenir une analyse des fluctuations des taux de change.

Principaux éléments du résultat d'exploitation

Produits

Produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement

Nous tirons des produits essentiellement de la vente de licences d'abonnements à nos solutions logicielles pour les commerces de détail et les restaurants, ainsi que des produits des activités ordinaires liés au traitement des transactions. Nous offrons des plans tarifaires conçus pour répondre aux besoins de nos clients actuels et futurs qui permettent aux solutions Lightspeed de s'adapter aux petites et moyennes entreprises tout au long de leur croissance. Nos plans d'abonnement sont d'ordinaire assortis d'une durée de un mois, de un an ou de plusieurs années, la plupart de nos clients optant pour des durées d'abonnement d'au moins 12 mois. Une partie significative de nos clients décide de payer leur contrat au complet d'avance, ce qui donne lieu à la création d'un solde de produits différés dans notre état de la situation financière. Les plans d'abonnement à nos solutions infonuagiques comprennent les services d'entretien et de soutien. Les clients achètent des plans d'abonnement directement auprès de nous ou par l'intermédiaire de nos partenaires de distribution.

Nous tirons également des produits des activités ordinaires liés au traitement des transactions en fournissant à nos clients la fonctionnalité permettant d'accepter les paiements des consommateurs. Ces produits se présentent sous la forme de frais de traitement de paiements et de frais de transactions, et représentent un pourcentage du VTB traité grâce aux solutions que nous offrons. Nous avons deux sources de produits des activités ordinaires liés au traitement des transactions : notre solution de traitement de paiements exclusive récemment lancée, Lightspeed Payments, et les ententes de partage de produits conclues avec nos partenaires de paiement intégrés.

Lightspeed Payments permet à nos clients d'accepter des paiements électroniques en boutique grâce à des terminaux connectés et en ligne. Étant donné que sa disponibilité est jusqu'ici limitée à notre clientèle de commerce de détail aux États-Unis, Lightspeed Payments ne représente jusqu'ici qu'une source nominale de produits. Nous sommes d'avis que cette application deviendra une part de plus en plus importante de nos activités à mesure qu'elle deviendra accessible à notre clientèle élargie. L'offre d'une fonctionnalité de paiement totalement intégrée est hautement complémentaire à la plateforme que nous offrons à nos clients aujourd'hui et nous permettra de monétiser une plus grande part des plus de 17,4 milliards de

dollars du VTB, ce qui représente une croissance de plus de 37 % du VTB total sur les 12 derniers mois, traité au cours des 12 derniers mois par notre plateforme infonuagique SaaS.

Nous continuons également d'appuyer notre ancienne solution de commerce de détail sur les lieux, que le client télécharge et installe sur son serveur. À mesure que nous faisons passer ce petit groupe de clients vers notre plateforme infonuagique, les produits provenant de notre solution sur les lieux devraient diminuer.

En outre, nous tirons des produits des frais d'indication de clients et des ententes de partage de produits de la part de nos partenaires vers lesquels nous dirigeons des commerçants ou qui vendent leurs applications grâce à notre marché d'applications et de thématiques. Aux termes de nos ententes conclues avec ces partenaires, ces produits peuvent être récurrents ou non récurrents.

Produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits

Ces produits sont généralement des produits ponctuels liés à la vente de matériel informatique auquel nos solutions sont intégrées et à la vente de services professionnels soutenant l'installation et de la mise en place de nos solutions. Nous tirons des produits de la vente de matériel périphérique de PDV comme les imprimantes de reçus, les tiroirs de caisses, les terminaux de paiement, les serveurs, les supports, les lecteurs de codes à barres et un assortiment d'accessoires, ainsi que de la vente de notre produit Lite Server qui permet aux restaurants clients d'évoluer sur notre plateforme sans avoir besoin d'une connexion Internet active.

Même si nos solutions logicielles sont destinées à devenir des solutions clés en main qui peuvent être utilisées par le client dès leur livraison, nous fournissons des services professionnels aux clients dans certaines circonstances sous la forme d'installations et de mises en œuvre sur les lieux. Ces services de mise en œuvre sont généralement fournis grâce à un réseau de partenaires certifiés.

Coût direct des produits

Coût direct des produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement

Le coût des produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement se compose principalement des charges de personnel pour l'équipe de soutien, des coûts directs liés à nos activités Lightspeed Payments et des coûts liés au maintien de l'infrastructure d'hébergement pour nos services. Les charges significatives comprennent les coûts liés à la capacité du centre de données et les coûts directs payés à des tiers, notamment ceux liés à notre infrastructure infonuagique, y compris le total des salaires et avantages sociaux, la rémunération fondée sur des actions, le soutien à la clientèle et les redevances. Nous nous attendons à ce que le coût des produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement augmente en dollars absolus et en pourcentage du total des produits en raison du profil de marge brute plus faible de Lightspeed Payments par rapport au profil de marge brute plus élevé de notre flux de produits tirés des abonnements aux logiciels.

Coût direct des produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits

Le coût de ces produits comprend les coûts liés à nos solutions de matériel comme le coût d'acquisition des stocks de matériel informatique, notamment le prix d'achat du matériel, les charges liées aux tiers fournisseurs de services de traitement des commandes, les frais d'expédition et de manutention, ainsi que les rajustements de stocks.

Charges d'exploitation

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs se composent des charges de personnel, notamment la charge de rémunération à base d'actions et les charges connexes, en ce qui concerne les charges au titre des finances, de la comptabilité, des services juridiques, des services administratifs, des ressources humaines, des services informatiques et des transactions de paiement. Ces frais incluent également d'autres frais professionnels, des frais et des systèmes internes, ainsi que d'autres charges liées

au siège social. Nous nous attendons à ce que les frais généraux et administratifs augmentent en dollars absolus à mesure que nous engageons des coûts liés à la conformité à titre de société ouverte, notamment des frais accrus au chapitre des services comptables et juridiques. Nous nous attendons toutefois à ce que, à long terme, les frais généraux et administratifs diminuent en pourcentage du total des produits des activités ordinaires à mesure que nous focalisons sur les procédés, les systèmes et les contrôles afin que les fonctions de soutien interne soient proportionnelles à l'expansion de nos activités.

Recherche et développement

Les frais de recherche et développement se composent principalement des charges de personnel, notamment la charge de rémunération à base d'actions et les charges connexes, en ce qui concerne les charges liées aux produits, soit la gestion, le développement et la conception des produits, ainsi que les coûts indirects imputés au siège social. Nous continuons de concentrer nos initiatives de recherche et développement sur l'ajout de nouvelles caractéristiques et solutions, outre l'expansion des fonctionnalités et le rehaussement de la convivialité de notre plateforme. Par le passé, ces frais ont été réduits grâce aux crédits d'impôt du Programme de la recherche scientifique et développement expérimental (« crédits d'impôt RS&DE ») et au crédit d'impôt pour le développement des affaires électroniques (« crédits d'impôt pour les affaires électroniques »). En tant que société ouverte, nous ne sommes plus admissibles aux crédits remboursables au titre de la RS&DE fédéraux, même si les crédits d'impôt pour les affaires électroniques demeureront disponibles. Cependant, nous restons admissibles aux crédits d'impôt RS&DE non remboursables en vertu de ce programme, qui sont admissibles pour réduire les impôts futurs payables. Étant donné les pertes récentes de la Société au Canada, ces crédits n'ont pas été comptabilisés. Quand ils le seront, ils réduiront les frais de recherche et de développement. Nous nous attendons à ce que les frais de recherche et développement baissent par rapport au total des produits à mesure que nous réaliserons des économies d'échelle supplémentaires grâce à notre expansion. Cela ne saurait se produire dans l'immédiat, cependant, étant donné que nous nous employons encore à élargir notre groupe de technologie pour l'adapter à la croissance prévue.

Vente et commercialisation

Les frais de vente et de commercialisation se composent principalement des coûts de vente et de commercialisation, des charges de personnel, notamment la charge de rémunération à base d'actions et les charges connexes, pour l'expansion des ventes et des affaires, du marketing, ainsi que d'une tranche des frais de soutien aux commerçants nécessaires pour l'intégration des nouveaux clients. Les autres coûts de vente et de commercialisation comprennent les coûts d'acquisition de nouveaux clients, les frais de déplacement, ainsi que les coûts indirects imputés au siège social. Nous entendons poursuivre l'expansion des initiatives de vente et de commercialisation en vue d'attirer de nouveaux commerçants, de conserver les commerçants actuels et d'augmenter les produits tirés des clients nouveaux et actuels. Au fil du temps, nous nous attendons à ce que diminuent les frais de vente et de commercialisation exprimés en pourcentage du total des produits des activités ordinaires à mesure que nous réalisons les économies d'échelle de notre expansion.

Rémunération liée à des acquisitions

La charge de rémunération liée à des acquisitions représente la partie du coût d'achat des acquisitions qui est payable sous réserve des obligations d'emploi continu de certains employés clés des entreprises acquises. Cette partie du coût d'acquisition est amortie sur la période de service pertinente pour ces employés clés.

Autres charges

Perte de juste valeur sur les actions privilégiées rachetables

Ces coûts incluent les coûts liés la variation de la valeur des actions privilégiées rachetables d'une période à l'autre. Immédiatement avant la clôture du placement initial de nos actions à la Bourse de Toronto, en mars 2019, toutes nos actions privilégiées rachetables ont été converties, et le passif a été réduit à néant avec une augmentation correspondante du capital-actions. Après la conversion, les actions privilégiées ont cessé d'avoir une incidence sur nos résultats d'exploitation.

Résultats d'exploitation

Le tableau ci-après présente nos états consolidés de la perte nette et du résultat global pour les trimestres et les semestres clos les 30 septembre 2019 et 2018.

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
(En milliers de dollars américains, sauf les données par action)	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Logiciels et solutions de paiement	25 399	16 747	46 733	31 933
Matériel informatique et autres produits	2 627	1 851	5 358	4 136
	28 026	18 598	52 091	36 069
Coût direct des produits				
Logiciels et solutions de paiement	7 066	3 592	12 879	7 102
Matériel informatique et autres produits	2 456	1 659	5 009	3 539
	9 522	5 251	17 888	10 641
Marge brute	18 504	13 347	34 203	25 428
Charges d'exploitation				
Frais généraux et administratifs	5 527	2 910	9 938	5 554
Recherche et développement	7 339	4 024	13 642	8 208
Vente et commercialisation	12 060	9 039	25 100	17 686
Amortissement des immobilisations corporelles	423	324	813	596
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	609	—	1 023	—
Perte (profit) de change	(80)	(9)	(410)	110
Rémunération liée à des acquisitions	2 055	108	2 762	108
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 800	875	2 812	1 855
Total des charges d'exploitation	29 733	17 271	55 680	34 117
Perte d'exploitation	(11 229)	(3 924)	(21 477)	(8 689)
Perte de juste valeur sur les actions privilégiées rachetables	—	(3 643)	—	(6 595)
Produit d'intérêts, déduction faite des charges	690	33	1 709	91
Perte avant impôt sur le résultat	(10 539)	(7 534)	(19 768)	(15 193)
Charge (produit) d'impôt				
Exigible	19	—	39	(5)
Différé	(483)	662	(635)	1 133
Total de la charge (du produit) d'impôt	(464)	662	(596)	1 128
Perte nette et résultat global	(10 075)	(8 196)	(19 172)	(16 321)
Perte par action – de base et diluée	(0,12)	(0,27)	(0,23)	(0,55)

Le tableau ci-après présente la charge de rémunération à base d'actions, et la charge sociale qui s'y rapporte, incluse dans les résultats d'exploitation pour les trimestres et les semestres clos les 30 septembre 2019 et 2018.

(En milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Coût direct des produits	48	28	288	51
Frais généraux et administratifs	414	143	1 376	161
Recherche et développement ¹⁾	346	(464)	923	(257)
Vente et commercialisation	33	218	1 133	458
Total de la rémunération à base d'actions	841	(75)	3 720	413

¹⁾ Les soldes de recherche et développement pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2018 proviennent des options annulées à la suite du départ d'employés de ce service.

Résultats d'exploitation pour les trimestres et les semestres clos les 30 septembre 2019 et 2018

Produits

(En milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019	2018	Variation	Variation	2019	2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Produits								
Logiciels et solutions de paiement	25 399	16 747	8 652	51,7	46 733	31 933	14 800	46,3
Matériel informatique et autres produits	2 627	1 851	776	41,9	5 358	4 136	1 222	29,5
Total des produits	28 026	18 598	9 428	50,7	52 091	36 069	16 022	44,4
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires								
Logiciels et solutions de paiement	90,6%	90,0%			89,7%	88,5%		
Matériel informatique et autres produits	9,4%	10,0%			10,3%	11,5%		
Total	100%	100%			100%	100%		

Produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement

Les produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement ont augmenté de 8,7 millions de dollars, soit 52 %, pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2018. L'augmentation est principalement attribuable à l'accroissement de notre base d'abonnés, avec notamment l'ajout de la clientèle provenant de l'acquisition d'iKentoo S.A. (« iKentoo »), qui a représenté 0,9 million de dollars des produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement du trimestre, des produits tirés de solutions de paiement accrus grâce à l'adoption continue de Lightspeed Payments et des frais d'indication de clients liés aux paiements obtenus par l'entremise de nos partenaires. Le nombre de nouveaux emplacements clients utilisant notre plateforme a augmenté et le VTB traité dans nos plateformes a progressé, passant de 3,7 milliards de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2018 à 5,4 milliards de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, ce qui atteste l'utilisation accrue de notre plateforme. Les clients adoptant des modules supplémentaires de notre plateforme ont également contribué à la hausse des produits tirés des abonnements de la période.

Les produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement ont augmenté de 14,8 millions de dollars, soit 46,3 %, pour le semestre clos le 30 septembre 2019, comparativement au semestre clos le 30 septembre 2018. L'augmentation est principalement attribuable à l'accroissement de notre base d'abonnés, avec notamment l'ajout de la clientèle provenant de l'acquisition d'iKentoo, qui a représenté 0,9 million de dollars des produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement du semestre, des produits tirés de solutions de paiement accrus grâce à l'adoption continue de Lightspeed Payments et des frais d'indication de clients liés aux paiements obtenus par l'entremise de nos partenaires. Le nombre de nouveaux emplacements clients utilisant notre plateforme a augmenté et le VTB traité dans nos plateformes a progressé, passant de 7,2 milliards de dollars pour le semestre clos le 30 septembre 2018 à 10,0 milliards de dollars pour le semestre clos le 30 septembre 2019.

Produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, les produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits ont été supérieurs de 0,8 million de dollars, ou 42 %, à ceux du trimestre clos le 30 septembre 2018, principalement en raison de la hausse des ventes de notre matériel aux nouveaux clients au cours de la période et de l'acquisition d'iKentoo durant le trimestre.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2019, les produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits ont été supérieurs de 1,2 million de dollars, ou 30 %, à ceux du semestre clos le 30 septembre 2018, principalement en raison de la hausse des ventes de notre matériel aux nouveaux clients au cours de la période et de l'ajout des produits tirés de la vente de matériel informatique d'iKentoo depuis l'acquisition de celle-ci le 2 juillet 2019.

Coût direct des produits

(En milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019	2018	Variation	Variation	2019	2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Coût direct des produits								
Logiciels et solutions de paiement	7 066	3 592	3 474	96,7	12 879	7 102	5 777	81,3
Matériel informatique et autres produits	2 456	1 659	797	48,0	5 009	3 539	1 470	41,5
Coût total des produits	9 522	5 251	4 271	81,3	17 888	10 641	7 247	68,1
En pourcentage des produits des activités ordinaires								
Logiciels et solutions de paiement	27,8%	21,4%			27,6%	22,2%		
Matériel informatique et autres produits	93,5%	89,6%			93,5%	85,6%		
Total	34,0%	28,2%			34,3%	29,5%		

Coût direct des produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement

Le coût direct des produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 a augmenté de 3,5 millions de dollars, soit 97 %, comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2018. La hausse est principalement imputable à l'augmentation des coûts associés au soutien d'un plus grand nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme ainsi qu'à une hausse de la clientèle de solutions de paiement dont les coûts directs sont plus élevés que notre clientèle d'abonnés. Dans l'ensemble, le coût direct des produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement est passé de 21 % à 28 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2018.

Le coût direct des produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement pour le semestre clos le 30 septembre 2019 a augmenté de 5,8 millions de dollars, soit 81 %, comparativement au semestre clos le 30 septembre 2018. La hausse est principalement imputable à l'augmentation des coûts associés au soutien d'un plus grand nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme ainsi qu'à une hausse de la clientèle de solutions de paiement dont les coûts directs sont plus élevés que notre clientèle d'abonnés. Dans l'ensemble, le coût direct des produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement est passé de 22 % à 28 % pour le semestre clos le 30 septembre 2019 comparativement au semestre clos le 30 septembre 2018.

Coût direct des produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits

Le coût direct des produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 a augmenté de 0,8 million de dollars, ou 48 %, comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2018. La hausse est attribuable à l'augmentation du produit des activités ordinaires pour la période, ainsi qu'à la remise de terminaux de paiement gratuitement à des clients de Lightspeed Payments lors de leur adhésion initiale au service.

Le coût direct des produits tirés de la vente de matériel informatique et autres produits pour le semestre clos le 30 septembre 2019 a augmenté de 1,5 million de dollars, ou 42 %, comparativement au semestre clos le 30 septembre 2018. Sa hausse est légèrement plus élevée que l'augmentation du produit des activités ordinaires, car des terminaux de paiement ont été remis gratuitement à des clients de Lightspeed Payments lors de leur adhésion initiale au service.

Marge brute

(En milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019	2018	Variation	Variation	2019	2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Marge brute	18 504	13 347	5 157	38,6	34 203	25 428	8 775	34,5
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	66,0%	71,8%			65,7%	70,5%		

La marge brute a augmenté de 5,2 millions de dollars, ou 39 %, pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2018. L'augmentation est principalement attribuable à la croissance de nos produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement attribuable à un plus grand nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme et à un accroissement du VTB traité dans nos plateformes. L'adoption accrue de Lightspeed Payments a eu pour effet de réduire la marge brute en pourcentage des produits.

La marge brute a augmenté de 8,8 millions de dollars, ou 35 %, pour le semestre clos le 30 septembre 2019 comparativement au semestre clos le 30 septembre 2018. L'augmentation est principalement attribuable à la croissance de nos produits tirés de la vente de logiciels et de solutions de paiement attribuable à un plus grand nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme et à un accroissement du VTB traité dans nos plateformes. L'adoption accrue de Lightspeed Payments et l'accroissement de la rémunération à base d'actions et de la charge sociale qui s'y rapporte ont eu pour effet de réduire la marge brute en pourcentage des produits.

Charges d'exploitation

Frais généraux et administratifs

(En milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019	2018	Variation	Variation	2019	2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Frais généraux et administratifs	5 527	2 910	2 617	89,9	9 938	5 554	4 384	78,9
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	19,7%	15,6%			19,1%	15,4%		

Les frais généraux et administratifs pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 ont augmenté de 2,6 millions de dollars comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2018. Une tranche de 0,3 million de dollars de l'augmentation était attribuable à une hausse de la rémunération à base d'actions et de la charge sociale qui s'y rapporte, et une autre tranche de 0,9 million de dollars était attribuable à la hausse des honoraires professionnels engagés par suite de notre placement secondaire et des acquisitions réalisées au cours du trimestre, comparativement à l'exercice précédent, ainsi qu'à certains honoraires professionnels découlant de la transformation de la Société en société ouverte. Le reste de l'augmentation s'explique par la hausse des charges salariales à mesure que nous avons continué d'ajouter à nos activités d'arrière-boutique des effectifs supplémentaires dans nos services des finances, des ressources humaines, des technologies de l'information, des systèmes internes et des données, et par les autres coûts liés au statut de société ouverte. En conséquence, nos frais généraux et administratifs en pourcentage des produits ont atteint 20 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 16 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2018.

Les frais généraux et administratifs pour le semestre clos le 30 septembre 2019 ont augmenté de 4,4 millions de dollars comparativement au semestre clos le 30 septembre 2018. Une tranche de 1,2 million de dollars de l'augmentation était attribuable à une hausse de la rémunération à base d'actions et de la charge sociale qui s'y rapporte, et une autre tranche de 1,4 million de dollars était attribuable à la hausse des honoraires professionnels engagés par suite de notre placement secondaire et des acquisitions réalisées au cours du trimestre, comparativement à l'exercice précédent, ainsi qu'à certains honoraires professionnels découlant de la transformation de la Société en société ouverte. Le reste de l'augmentation s'explique par la hausse des charges salariales à mesure que nous avons continué d'ajouter à nos activités d'arrière-boutique des effectifs supplémentaires dans nos services des finances, des ressources humaines, des technologies de l'information, des systèmes internes et des données, et par les autres coûts liés au statut de société ouverte. Cette augmentation a été contrebalancée par une diminution de 0,7 million de dollars de la charge de créances douteuses durant le trimestre. En conséquence, nos frais généraux et administratifs en pourcentage des produits ont atteint 19 % pour le semestre clos le 30 septembre 2019, contre 15 % pour le semestre clos le 30 septembre 2018.

Recherche et développement

(En milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019	2018	Variation	Variation	2019	2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Recherche et développement	7 339	4 024	3 315	82,4	13 642	8 208	5 434	66,2
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	26,2%	21,6%			26,2%	22,8%		

Les frais de recherche et développement pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 ont augmenté de 3,3 millions de dollars, ou 82 %, par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2018. Cette augmentation était principalement attribuable à des charges salariales et autres frais de personnel liés à l'accroissement des effectifs au sein de nos équipes de recherche et développement, y compris une hausse de 0,8 million de dollars de la rémunération à base d'actions et de la charge sociale qui s'y rapporte, ainsi qu'à des charges additionnelles assumées dans le cadre de notre récente acquisition de Chronogolf Inc. (« Chronogolf ») et d'iKentoo. Nos frais de recherche et développement en pourcentage des produits ont augmenté pour passer de 22 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2018 à 26 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2019.

Les frais de recherche et développement pour le semestre clos le 30 septembre 2019 ont augmenté de 5,4 millions de dollars, ou 66 %, par rapport au semestre clos le 30 septembre 2018. Cette augmentation était principalement attribuable à des charges salariales et autres frais de personnel liés à l'accroissement des effectifs au sein de nos équipes de recherche et développement, y compris une hausse de 1,2 million de dollars de la rémunération à base d'actions et de la charge sociale qui s'y rapporte, ainsi qu'à des charges additionnelles de 1,1 million de dollars assumées dans le cadre de notre récente acquisition de Chronogolf Inc. et d'iKentoo. Nos frais de recherche et développement en pourcentage des produits ont augmenté pour passer de 23 % pour le semestre clos le 30 septembre 2018 à 26 % pour le semestre clos le 30 septembre 2019.

Vente et commercialisation

(En milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019	2018	Variation	Variation	2019	2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Vente et commercialisation	12 060	9 039	3 021	33,4	25 100	17 686	7 414	41,9
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	43,0%	48,6%			48,2%	49,0%		

Les frais de vente et de commercialisation pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 ont augmenté de 3,0 millions de dollars, ou 33 %, comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2018. Quelque 1,2 million de dollars de charges supplémentaires provenaient des salaires et autres charges de personnel, dont des charges de personnel additionnelles découlant de notre récente acquisition de Chronogolf et d'iKentoo. Des frais supplémentaires de 1,7 million de dollars ont été engagés pour d'autres investissements de croissance dans le secteur de la vente et de la commercialisation, plus précisément des dépenses de publicité, d'acquisition et de croissance, notamment les paiements effectués à nos partenaires de distribution sous forme de commissions de revendeur. Étant donné que la croissance des produits des activités ordinaires s'établissait à 51 %, les frais de vente et de commercialisation en pourcentage des produits ont diminué, passant de 49 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2018 à 43 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2019.

Les frais de vente et de commercialisation pour le semestre clos le 30 septembre 2019 ont augmenté de 7,4 millions de dollars, ou 42 %, comparativement au semestre clos le 30 septembre 2018. Quelque 3,5 millions de dollars de charges supplémentaires provenaient des salaires et autres charges de personnel, dont une somme de 0,7 million de dollars est liée à la rémunération à base d'actions et à la charge sociale qui s'y rapporte, et des charges de personnel additionnelles de 1,0 million de dollars découlent de notre récente acquisition de Chronogolf et d'iKentoo. Des frais supplémentaires de 3,8 millions de dollars ont été engagés pour d'autres investissements de croissance dans le secteur des ventes et de la commercialisation, plus précisément des dépenses de publicité, d'acquisition et de croissance, notamment les paiements effectués à nos partenaires de distribution sous forme de commissions de revendeur. Étant donné que la croissance des produits des activités ordinaires s'établissait à 44 % pour le semestre, les frais de vente et de commercialisation en pourcentage des produits ont diminué, passant de 49 % pour le semestre clos le 30 septembre 2018 à 48 % pour le semestre clos le 30 septembre 2019.

Amortissement

(En milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019	2018	Variation	Variation	2019	2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	423	324	99	30,6	813	596	217	36,4
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	609	—	609	100,0	1 023	—	1 023	100,0
	1 032	324	708	218,5	1 836	596	1 240	208,1
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	3,7%	1,7%			3,5%	1,7%		

L'amortissement des immobilisations corporelles pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 a augmenté de 31 % comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2018. Cette hausse de la charge d'amortissement découle des entrées d'immobilisations corporelles effectuées tout au long de l'exercice clos le 31 mars 2019 (l'« exercice 2019 »).

L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation correspond à l'amortissement des contrats de location qui ont été inscrits à l'actif par suite de l'adoption d'IFRS 16.

L'amortissement des immobilisations corporelles pour le semestre clos le 30 septembre 2019 a augmenté de 36 % comparativement au semestre clos le 30 septembre 2018. Cette hausse de la charge d'amortissement découle des entrées d'immobilisations corporelles effectuées tout au long de l'exercice 2019. L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation correspond à l'amortissement des contrats de location qui ont été inscrits à l'actif par suite de l'adoption d'IFRS 16.

Perte (profit) de change

(En milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019	2018	Variation	Variation	2019	2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Perte (profit) de change	(80)	(9)	(71)	788,9	(410)	110	(520)	(472,7)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	(0,3)%	0,0 %			(0,8)%	0,3%		

Le profit de change pour le semestre clos le 30 septembre 2019 représente une hausse à 0,5 million de dollars comparativement à la perte de change inscrite au semestre clos le 30 septembre 2018. Cette variation s'explique par le renforcement du dollar canadien, car après notre premier appel public à l'épargne, une part importante de la trésorerie de la Société était détenue dans cette monnaie. Les éléments compris dans nos résultats sont évalués dans la monnaie fonctionnelle (le dollar américain) et les transactions en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date des transactions ou lors de la réévaluation d'éléments, les profits et les pertes en résultant étant comptabilisés par la suite.

Rémunération liée à des acquisitions

(En milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019	2018	Variation	Variation	2019	2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Rémunération liée à des acquisitions	2 055	108	1 947	1 802,8	2 762	108	2 654	2 457,4
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	7,3%	0,6%			5,3%	0,3%		

La charge de rémunération liée à des acquisitions pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 a augmenté de 1,9 million de dollars, ou 1 803 %, comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2018. L'augmentation est imputable aux acquisitions de ReUp Technologies Inc. (« ReUp ») en juillet 2018, de Chronogolf en mai 2019 et d'iKentoo en juillet 2019. Nous avons versé une contrepartie conditionnelle liée aux obligations d'emploi continu dans le cadre de ces acquisitions. Cette contrepartie conditionnelle n'était pas incluse dans la contrepartie totale liée aux acquisitions, mais a plutôt été traitée comme une charge de rémunération liée aux acquisitions au titre des services postérieurs au regroupement.

La charge de rémunération liée aux acquisitions pour le semestre clos le 30 septembre 2019 a augmenté de 2,7 millions de dollars, ou 2 457 %, comparativement au semestre clos le 30 septembre 2018. L'augmentation est imputable aux acquisitions de ReUp en juillet 2018, de Chronogolf en mai 2019 et d'iKentoo en juillet 2019. Nous avons versé une contrepartie conditionnelle liée aux obligations d'emploi continu dans le cadre de ces acquisitions. Cette contrepartie conditionnelle n'était pas incluse dans la contrepartie totale liée aux acquisitions, mais a plutôt été traitée comme une charge de rémunération liée aux acquisitions au titre des services postérieurs au regroupement.

Amortissement des immobilisations incorporelles

(En milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019	2018	Variation	Variation	2019	2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 800	875	925	105,7	2 812	1 855	957	51,6
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	6,4%	4,7%			5,4%	5,1%		

L'amortissement des immobilisations incorporelles pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 a affiché une augmentation de 0,9 million de dollars, ou 106 %, comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2018. La hausse de l'amortissement est attribuable aux immobilisations incorporelles obtenues dans le cadre de l'acquisition de Chronogolf et d'iKentoo pour 1,4 million de dollars au cours de l'exercice 2020, ce facteur ayant été contrebalancé par la baisse de 0,5 million de dollars de l'amortissement des immobilisations incorporelles dont l'amortissement a cessé au cours de l'exercice 2019.

L'amortissement des immobilisations incorporelles pour le semestre clos le 30 septembre 2019 a affiché une augmentation de 1,0 million de dollars, ou 52 %, comparativement au semestre clos le 30 septembre 2018. La hausse de l'amortissement est attribuable aux immobilisations incorporelles obtenues dans le cadre de l'acquisition de Chronogolf et d'iKentoo pour 1,7 million de dollars au cours de l'exercice 2020, ce facteur ayant été contrebalancé par la baisse de 0,7 million de dollars de l'amortissement des immobilisations incorporelles dont l'amortissement a cessé au cours de l'exercice 2019 et du premier trimestre de l'exercice 2020.

Autres produits (charges)

(En milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019	2018	Variation	Variation	2019	2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Perte de juste valeur sur les actions privilégiées rachetables	—	(3 643)	3 643	(100)	—	(6 595)	6 595	(100)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires	—%	(19,6)%			—%	(18,3)%		

Les autres produits (charges) comprennent principalement les pertes sur les actions privilégiées rachetables qui sont évaluées à la juste valeur.

La perte de juste valeur sur les actions privilégiées rachetables pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 a diminué pour s'établir à néant, comparativement à 3,6 millions de dollars au trimestre clos le 30 septembre 2018. La perte de juste valeur sur les actions privilégiées rachetables pour le semestre clos le 30 septembre 2019 a diminué pour s'établir à néant, comparativement à 6,6 millions de dollars au semestre clos le 30 septembre 2018. Au moment du premier appel public à l'épargne, en mars 2019, toutes les actions privilégiées rachetables ont été converties en actions ordinaires et, de ce fait, n'auront plus d'incidence sur nos résultats d'exploitation.

Impôt sur le résultat

(En milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre				Semestres clos les 30 septembre			
	2019	2018	Variation	Variation	2019	2018	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Charge (produit) d'impôt								
Exigible	19	—	19	100	39	(5)	44	(880,0)
Différé	(483)	662	(1 145)	(173,0)	(635)	1 133	(1 768)	(156,0)
Total de la charge (du produit) d'impôt sur le résultat	(464)	662	(1 126)	(170,1)	(596)	1 128	(1 724)	(152,8)
En pourcentage du total des produits des activités ordinaires								
Exigible	0,1 %	0,0%			0,1 %	0,0%		
Différé	(1,7)%	3,6%			(1,2)%	3,1%		
Coût total des produits	(1,6)%	3,6%			(1,1)%	3,1%		

La charge (le produit) d'impôt différé pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 représente une diminution de 1,1 million de dollars comparativement au montant comptabilisé pour le trimestre clos le 30 septembre 2018. La charge (le produit) d'impôt différé pour le semestre clos le 30 septembre 2019 représente une diminution de 1,8 million de dollars comparativement au montant comptabilisé pour le semestre clos le 30 septembre 2018. La variation est principalement attribuable à la reprise de l'impôt de la Partie VI.I étant donné la conversion des actions privilégiées rachetables au moment du premier appel public à l'épargne.

Principales données de l'état de la situation financière

(En milliers de dollars américains)	30 septembre 2019	31 mars 2019
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	171 841	207 703
Total de l'actif	275 977	255 811
Total du passif	80 621	59 145
Total des passifs non courants	21 133	10 510

Voir la section « Résultats d'exploitation » dans le présent rapport de gestion pour plus de détails sur la variation d'un exercice à l'autre des produits et de la perte nette et du résultat global.

Total de l'actif

Comparaison au 30 septembre 2019 et au 31 mars 2019

Le total de l'actif a augmenté de 20,2 millions de dollars, ou 8 %, entre le 31 mars 2019 et le 30 septembre 2019. À l'origine de cette hausse, on trouve principalement l'actif locatif de 13,3 millions de dollars découlant de la mise en œuvre de la nouvelle norme sur les contrats de location, une augmentation de 19,1 millions de dollars des immobilisations incorporelles et l'accroissement de 21,4 millions de dollars du goodwill découlant de l'acquisition de Chronogolf et d'iKentoo, ces facteurs ayant été contrebalancés par une réduction de 36 millions de dollars de la trésorerie.

Total des passifs

Comparaison au 30 septembre 2019 et au 31 mars 2019

Le total des passifs non courants a augmenté de 10,6 millions de dollars entre le 31 mars 2019 et le 30 septembre 2019. La principale raison de la hausse a été la création d'une obligation locative à long terme, déduction faite des incitatifs à la location, de 10,7 millions de dollars découlant de la mise en œuvre de la nouvelle norme sur les contrats de location. Notons également une augmentation de 1,4 million de dollars de la partie non courante de la charge de rémunération et du passif d'impôt différé. Le tout a été compensé par une réduction de 1,5 million de dollars de la partie non courante des produits différés. La baisse des produits différés est due aux durées plus courtes de nos contrats d'une manière générale qui ont augmenté la partie courante des produits différés et en ont diminué la partie non courante comparativement à l'exercice 2019.

Le total du passif courant a augmenté de 10,9 millions de dollars 31 mars 2019 et le 30 septembre 2019. La principale raison de la hausse a été la création d'une obligation locative courante de 2,7 millions de dollars découlant de la mise en œuvre de la nouvelle norme sur les contrats de location. Les créiteurs et charges à payer ont augmenté de 4,3 millions de dollars du fait de la hausse de 1,9 million de dollars de la rémunération liée aux acquisitions et de l'accroissement de 1,7 million de dollars des dettes fournisseurs. La partie courante des produits différés a augmenté de 3,9 millions de dollars.

Résultats d'exploitation trimestriels

Le tableau ci-après présente les principales données tirées des comptes de résultats trimestriels non audités pour chacun des huit trimestres jusqu'au 30 septembre 2019 conformément aux IFRS. Ces données doivent être lues en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes. Le résultat d'exploitation trimestriel n'est pas nécessairement représentatif du résultat d'exploitation pour un exercice complet ou pour une période future.

(En milliers de dollars américains, sauf les données par action)	Trimestre clos les							
	31 déc. 2017	31 mars 2018	30 juin 2018	30 sept. 2018	31 déc. 2018	31 mars 2019	30 juin 2019	30 sept. 2019
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	14 988	15 688	17 471	18 598	20 097	21 285	24 065	28 026
Coût direct des produits	4 499	4 842	5 390	5 251	5 970	6 962	8 366	9 522
Marge brute	10 489	10 846	12 081	13 347	14 127	14 323	15 699	18 504
Charges d'exploitation								
Frais généraux et administratifs	2 589	2 523	2 644	2 910	3 443	4 793	4 411	5 527
Recherche et développement	3 067	3 820	4 184	4 024	5 001	5 074	6 303	7 339
Vente et commercialisation	8 186	9 262	8 647	9 039	9 995	11 362	13 040	12 060
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	297	351	272	324	378	415	390	423
Amortissement des immobilisations corporelles	—	—	—	—	—	—	414	609
Perte (profit) de change	16	(31)	119	(9)	240	637	(330)	(80)
Rémunération liée à des acquisitions	—	—	—	108	158	188	707	2 055
Amortissement des immobilisations incorporelles	943	954	980	875	644	649	1 012	1 800
Total des charges d'exploitation	15 098	16 879	16 846	17 271	19 859	23 118	25 947	29 733
Perte d'exploitation	(4 609)	(6 033)	(4 765)	(3 924)	(5 732)	(8 795)	(10 248)	(11 229)
Perte de juste valeur sur les actions privilégiées rachetables	(19 018)	(4 644)	(2 952)	(3 643)	(52 489)	(132 135)	—	—
Produit (charge) d'intérêts	(36)	(7)	58	33	9	81	1 019	690
Perte avant impôt sur le résultat	(23 663)	(10 684)	(7 659)	(7 534)	(58 212)	(140 849)	(9 229)	(10 539)
Charge (produit) d'impôt								
Exigible	60	18	(5)	—	—	64	20	19
Différé	4 501	986	471	662	12 916	(44 837)	(152)	(483)
Total de la charge (du produit) d'impôt	4 561	1 004	466	662	12 916	(44 773)	(132)	(464)
Perte nette et résultat global	(28 224)	(11 688)	(8 125)	(8 196)	(71 128)	(96 076)	(9 097)	(10 075)
Perte par action – de base et diluée	(0,97)	(0,40)	(0,28)	(0,27)	(2,37)	(2,21)	(0,11)	(0,12)

Produits des activités ordinaires

Le total de nos produits trimestriels a augmenté pour toutes les périodes présentées grâce essentiellement à la hausse des ventes aux clients existants et nouveaux. L'augmentation du total des produits traduisait la hausse des produits tirés des abonnements, des produits tirés des solutions de paiement et des commissions ainsi que des ventes de matériel informatique. Le nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme et le VTB traité par nos plateformes ont tous deux affiché des hausses par rapport à la période cumulative, confirmant leur utilisation et leur adoption accrues.

Coût direct des produits

Le coût total des produits a augmenté continuellement pour toutes les périodes présentées à l'exception du trimestre clos le 30 septembre 2018. L'augmentation globale est principalement attribuable à la hausse des coûts associés au soutien d'un plus grand nombre d'emplacements clients utilisant notre plateforme.

Marge brute

Le total de notre marge brute a augmenté continuellement pour toutes les périodes présentées grâce essentiellement à la hausse des ventes aux clients existants et nouveaux.

Charges d'exploitation

Le total des charges d'exploitation a, d'une manière générale, augmenté continuellement pour chacune des périodes présentées, à l'exception du trimestre clos le 30 juin 2018. L'augmentation globale est principalement attribuable aux ressources supplémentaires, comme les effectifs, requises pour soutenir notre portefeuille croissant d'emplacements clients, aux frais juridiques et aux honoraires comptables liés à l'exploitation d'une société ouverte, ainsi qu'à l'ensemble des frais de vente et de commercialisation et au coût des produits pris en charge dans le cadre de nos acquisitions.

Trésorerie et sources de financement

Aperçu

Notre stratégie de gestion du capital consiste à préserver notre capacité de poursuivre notre exploitation, de procurer des avantages à nos parties intéressées et d'assurer un rendement du capital investi adéquat à nos actionnaires en vendant nos services à un prix qui soit à la mesure du niveau de risque d'exploitation que nous assumons.

Nous calculons le montant total du capital nécessaire en tenant compte des niveaux de risque. Nos capitaux permanents sont ajustés en temps et lieu selon les changements de l'environnement économique et les risques que courent nos actifs sous-jacents. Nous ne sommes exposés à aucune exigence extérieure en matière de capital.

Fonds de roulement

Notre première source de financement a été la mobilisation de capitaux qui, depuis l'exercice 2016, a rapporté 286 millions de dollars. Dans la mesure du possible, notre gestion de trésorerie vise à assurer que nous disposons de liquidités suffisantes pour satisfaire nos obligations quand elles arrivent à échéance. À cet égard, nous surveillons les flux de trésorerie et faisons des analyses du budget par rapport aux réalisations de façon régulière. En plus des soldes de trésorerie, nous disposons depuis avril 2019 d'une facilité de crédit de 55 millions de dollars sur laquelle nous pouvons effectuer des prélèvements au fil des besoins courants du fonds de roulement. Notre principale source d'utilisation de fonds tient au fonds de roulement et aux acquisitions éventuelles. Le fonds de roulement se chiffrait à 127,6 millions de dollars au 30 septembre 2019. Compte tenu de notre trésorerie et des facilités de crédit, ainsi que du produit de notre premier appel public à l'épargne, nous estimons disposer de liquidités suffisantes pour répondre à nos besoins de croissance à court terme et réaliser nos objectifs stratégiques à long terme.

Flux de trésorerie

Le tableau suivant présente la trésorerie et ses équivalents aux 30 septembre 2019 et 2018 et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement des semestres clos les 30 septembre 2019 et 2018.

(En milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019 \$	2018 \$	2019 \$	2018 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	171 841	18 727	171 841	18 727
Flux de trésorerie nets liés aux				
Activités d'exploitation	(2 628)	(958)	(8 933)	(3 858)
Activités d'investissement	(16 962)	(1 720)	(26 426)	(2 131)
Activités de financement	282	97	(447)	127
Incidence du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(291)	17	(56)	(62)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(19 599)	(2 564)	(35 862)	(5 924)

Flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont élevés à 2,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 1,0 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2018. Exclusion faite des coûts de transaction de 0,1 million de dollars et de la rémunération liée à des acquisitions versée durant le trimestre de 0,2 million de dollars, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont chiffrés à 2,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2019. Exclusion faite des coûts de transaction, la hausse des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation observée pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 est principalement attribuable aux investissements de croissance dans le secteur de la vente et de la commercialisation et aux améliorations apportées aux systèmes internes au cours du trimestre.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont élevés à 8,9 millions de dollars pour le semestre clos le 30 septembre 2019, contre 3,9 millions de dollars pour le semestre clos le 30 septembre 2018. Exclusion faite des coûts de transaction de 0,5 million de dollars et de la rémunération liée à des acquisitions versée durant la période, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation se sont chiffrés à 8,3 millions de dollars pour le semestre clos le 30 septembre 2019. Exclusion faite des coûts de transaction, la hausse des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation observée pour le semestre clos le 30 septembre 2019 est principalement attribuable aux coûts associés au statut de société ouverte, aux investissements de croissance dans le secteur de la vente et de la commercialisation et aux améliorations apportées aux systèmes internes au cours du trimestre.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement se sont élevés à 17,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 1,7 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2018. L'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement est principalement attribuable à l'acquisition d'iKentoo en juillet 2019, contrebalancée par un produit d'intérêts de 1,0 million de dollars.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont élevés à 26,4 millions de dollars pour le semestre clos le 30 septembre 2019, contre 2,1 millions de dollars pour le semestre clos le 30 septembre 2018. L'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement est principalement attribuable à l'acquisition de Chronogolf en mai 2019 et d'iKentoo, contrebalancée par un produit d'intérêts de 2,3 millions de dollars.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 ont augmenté de 0,2 million de dollars par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2018.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement pour le semestre clos le 30 septembre 2019 ont diminué de 0,6 million de dollars par rapport au semestre clos le 30 septembre 2018. Le repli des flux de trésorerie provenant des activités de financement est attribuable à des frais d'émission d'actions de 1,6 million de dollars et à des sorties de trésorerie de 1,2 million de dollars liées aux paiements effectués par la Société sur les obligations locatives, contrebalancés par un produit de 2,2 millions de dollars découlant de l'exercice d'options aux termes de nos régimes d'options sur actions.

Faits nouveaux

Kounta

Le 1^{er} novembre 2019, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Kounta, société en croissance qui fournit des solutions infonuagiques de PDV aux petites et moyennes entreprises du secteur de l'hôtellerie. L'acquisition a été réglée par le versement d'une somme d'environ 35 300 \$ en trésorerie (compte non tenu de la trésorerie acquise) et l'émission de 306 300 actions ordinaires d'une valeur de 26,02 \$ l'action émise à la clôture de la vente, sous réserve d'un ajustement du fonds de roulement post-clôture. Une somme additionnelle de 7 524 \$ à titre de contrepartie en trésorerie différée et 299 702 actions ordinaires d'une valeur de 26,02 \$ l'action seront versées à certains membres du personnel clé d'ici octobre 2021, dans chaque cas, si certains jalons (comme le fait que ces membres du personnel clé restent employés de la Société) sont atteints avant juin 2020 et octobre 2021, cette somme étant comptabilisée à titre de charge de rémunération liée à l'acquisition. Une somme en trésorerie supplémentaire de 3 433 \$ liée à une alliance de mise en marché est payable à un actionnaire vendeur en trois paiements annuels à compter de la date de clôture de la transaction. Le traitement comptable de cette acquisition n'a pas encore été finalisé et certaines informations à fournir aux termes d'IFRS 3 n'ont pas été incluses en raison de la date de l'acquisition.

Arrangements non comptabilisés

Nous n'avons conclu aucun arrangement de financement non comptabilisé. Hormis les contrats de location simple qui ne sont pas inscrits à l'actif conformément à IFRS 16 et les lettres de crédit, tous nos passifs et engagements sont présentés dans notre état de la situation financière.

Transactions entre parties liées

Nous n'avons pas conclu de transactions avec des parties liées, autres que celles qui sont présentées dans nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Instruments financiers et autres instruments

Risque de crédit et de concentration

De manière générale, la valeur comptable de notre exposition au risque de crédit inscrite à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de toute provision pour pertes applicable, représente le montant maximal exposé au risque de crédit.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés est imputable principalement à notre trésorerie et ses équivalents, ainsi qu'à nos créances clients. Nous n'exigeons aucune garantie de la part de nos clients. Le risque de crédit visant la trésorerie et ses équivalents est géré en confiant les fonds uniquement à des institutions financières ayant une notation élevée.

Du fait de notre bassin de clients diversifiés, il n'existe aucune concentration particulière du risque de crédit relativement à nos créances clients. Par ailleurs, les soldes de créances clients sont gérés et analysés régulièrement afin d'assurer que des comptes de réduction de valeur au titre de créances douteuses d'un montant approprié sont établis et maintenus.

Nous maintenons un compte de réduction de valeur au titre de créances douteuses pour une partie des créances clients lorsque le recouvrement devient douteux. Nous estimons les pertes prévues découlant des créances douteuses en fonction de la recouvrabilité attendue de l'ensemble des débiteurs, laquelle estimation est faite selon le nombre de jours en souffrance, les antécédents de recouvrement, la détermination d'expositions à des clients précis et les tendances économiques actuelles. La perte de valeur à l'égard des créances clients correspond à l'écart entre la valeur comptable et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés. Les pertes de valeur sont imputées aux frais généraux et administratifs à l'état consolidé du résultat net et du résultat global. Les débiteurs à l'égard desquels un compte de réduction de valeur a été comptabilisé sont radiés en déduction de cette provision lorsqu'ils sont jugés irrécouvrables.

L'exposition maximale au risque de crédit à la date de clôture correspond à la valeur comptable de chaque catégorie de créances susmentionnées. Nous ne détenons aucun bien donné en garantie.

Risque de change

Risque lié au cours de l'action

Le risque lié au cours de l'action représente le risque que la juste valeur d'un instrument financier ou les flux de trésorerie qui en sont tirés varient à cause des fluctuations du cours de l'action ordinaire de la Société. L'exposition de la Société à ce risque tient essentiellement aux options sur actions en cours et aux charges sociales à payer relativement à la rémunération à base d'actions.

Autre risque lié au cours de l'action

Les charges sociales à payer relativement à la rémunération à base d'actions représentent des obligations de la Société dans les divers pays où elle exerce ses activités. Les charges sociales comptabilisées à chaque période de communication de l'information financière sont fonction du nombre d'options sur actions sur lesquelles les droits sont acquis et des attributions d'options en cours, de leur prix d'exercice et du cours de l'action de la Société. Toute augmentation du cours de l'action a pour effet d'accroître les charges sociales à payer; lorsque le cours de l'action baisse, la Société comptabilise plutôt une réduction des charges sociales à payer, toutes choses étant égales par ailleurs, y compris le nombre d'options sur actions sur lesquelles les droits sont acquis et le prix d'exercice.

Méthodes comptables et estimations comptables critiques

La préparation de nos états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés et les notes annexes. Nous révisons régulièrement ces estimations en fonction de la meilleure connaissance que la direction a des événements courants et des actions que nous pourrions entreprendre à l'avenir. Les résultats obtenus peuvent différer de ces estimations. Les éléments qui sont les plus assujettis à des estimations et des jugements importants sont mentionnés ci-après. La direction a déterminé que nous exploitons un seul secteur opérationnel et que nous avons un seul secteur à présenter.

IFRS 16 Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16. La nouvelle norme, qui représente une refonte de la façon dont les sociétés comptabilisent les contrats de location, énonce les principes que les deux parties à un contrat, soit le client (le preneur) et le fournisseur (le bailleur), appliquent en vue de fournir des informations pertinentes concernant les contrats de location d'une manière qui rende fidèlement compte de ces transactions. En vue d'atteindre cet objectif, le preneur est tenu de comptabiliser les actifs et les passifs découlant du contrat de location en suivant un modèle unique, alors qu'auparavant les contrats de location étaient classés soit en tant que contrats de location-financement, soit en tant que contrats de location simple.

Le 1^{er} avril 2019, nous avons adopté IFRS 16 et toutes les modifications connexes selon la méthode de transition rétrospective modifiée, aux termes de laquelle les effets cumulatifs de la première application, le cas échéant, sont comptabilisés dans le déficit cumulé au 1^{er} avril 2019. En vertu de la nouvelle norme, nous devons comptabiliser des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives à notre état de la situation financière pour les contrats de location simple, l'incidence nette à la transition devant être comptabilisée dans le déficit cumulé. L'adoption n'a eu aucune incidence sur notre déficit cumulé. Nous sommes tenus de comptabiliser séparément la charge d'intérêts liée à l'obligation locative et la dotation aux amortissements liée à l'actif au titre du droit d'utilisation.

Notre état consolidé intermédiaire de la situation financière au 30 septembre 2019 présente une augmentation de 13,3 millions de dollars des actifs locatifs et une hausse de 14,6 millions de dollars des obligations locatives comparativement à notre état consolidé de la situation financière au 31 mars 2019, du fait de l'adoption de cette norme. Notre état du résultat net pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2019 rend compte de réductions respectives de 695 \$ et de 1 181 \$ des charges locatives, de charges d'amortissement additionnelles de 609 \$ et de 1 023 \$ attribuables aux actifs au titre de droits d'utilisation et d'augmentations respectives de 210 \$ et de 394 \$ des charges financières découlant de la charge d'intérêts réelle sur les obligations locatives.

Il n'y a aucune incidence sur les variations globales des flux de trésorerie. Toutefois, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation varient à la hausse, tandis que les flux de trésorerie liés aux activités de financement varient à la baisse du fait principalement du classement des paiements de principal sur les obligations locatives.

L'information comparative de la période précédente n'a pas été retraitée et continue d'être présentée selon les dispositions d'IAS 17 *Contrats de location* et les interprétations connexes. Le principal changement de méthodes comptables découlant de l'application d'IFRS 16 est expliqué ci-après. Ce changement a été apporté conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 16.

À la date de passation d'un contrat, nous apprécions si celui-ci est ou contient un contrat de location, ce qui est le cas si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Pour apprécier si un contrat de location confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé, nous déterminons si :

- Le contrat implique l'utilisation d'un bien déterminé, ce qui peut être mentionné explicitement ou implicitement. Le bien doit être physiquement distinct ou représenter la quasi-totalité de la capacité d'un bien physiquement distinct. Si le fournisseur a un droit de substitution substantiel, le bien n'est pas un bien déterminé;
- Nous avons le droit d'acquérir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien déterminé pour toute la période d'utilisation;
- Nous avons le droit de décider de l'utilisation du bien déterminé. Nous avons ce droit si nous pouvons prendre les décisions pertinentes quant à savoir comment utiliser le bien et à quelle fin l'utiliser.

À la passation ou à l'appréciation d'un contrat qui renferme une composante locative, nous devons répartir la contrepartie prévue au contrat entre toutes les composantes locatives sur la base de leur prix distinct relatif.

Nous comptabilisons un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à la date de début du contrat de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est évalué initialement au coût, soit le montant initial de l'obligation locative ajusté pour tenir compte du montant des loyers payés à la date de début ou avant cette date, plus les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ou pour la restauration du bien sous-jacent ou du lieu où il se trouve, moins les avantages incitatifs à la location reçus avant la date de début du contrat. Les éventuels coûts liés à l'enlèvement et à la remise en état des améliorations locatives répondant à la définition d'immobilisation corporelle au sens d'IAS 16 *Immobilisations corporelles* sont évalués aux termes d'IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* et n'entrent pas dans le champ d'application d'IFRS 16.

L'actif au titre du droit d'utilisation est ensuite amorti selon la méthode linéaire, sur la période allant de la date de début jusqu'au terme de la durée du contrat de location, ce qui est considéré comme la durée de vie appropriée de ces actifs. En outre, l'actif au titre du droit d'utilisation est réduit des pertes de valeur, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte des réévaluations de l'obligation locative dans la mesure nécessaire.

L'obligation locative est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements locatifs non versés à la date de début, actualisée au moyen d'un taux d'emprunt marginal s'il est impossible de déterminer facilement le taux implicite du contrat de location.

Les paiements de loyers inclus dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent ce qui suit : les paiements fixes, y compris les paiements qui sont, en substance, fixes, et les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, l'évaluation initiale au moyen de l'indice ou du taux étant effectuée à la date de début du contrat.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée lorsque les paiements locatifs futurs sont modifiés par suite d'une variation d'un indice ou d'un taux ou de la durée du contrat de location ou lorsque nous modifions notre intention d'exercer ou non notre option de prolongation ou de résiliation. Lorsque l'obligation locative est réévaluée de cette manière, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation ou porté en résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

Les avantages incitatifs à la location à recevoir sont pris en compte dans l'évaluation initiale de l'obligation locative et de l'actif au titre du droit d'utilisation. Lorsque nous déterminons que nous disposons d'un droit juridiquement exécutoire de toucher les avantages incitatifs à la location, nous augmentons la valeur de l'obligation locative et comptabilisons une créance courante classée dans les actifs financiers évalués au coût amorti.

Contrats de location à court terme et contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur

Nous avons décidé de ne pas comptabiliser d'actifs au titre de droits d'utilisation ni d'obligations locatives relativement aux contrats de location à court terme dont la durée est d'au plus 12 mois et relativement aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Nous comptabilisons en charges les paiements locatifs au titre de ces contrats de location, selon le mode linéaire sur la durée des contrats de location.

Dans le tableau des flux de trésorerie, les paiements locatifs au titre de contrats de location à court terme et de contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, ainsi que les paiements de loyers variables n'étant pas pris en compte dans les obligations locatives sont classés à titre de sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation, alors que les paiements locatifs restants sont classés à titre d'entrées de trésorerie liées aux activités de financement.

Recouvrabilité de l'actif d'impôt différé, impôt exigible et différé et crédits d'impôt

L'interprétation de la réglementation fiscale, qui est complexe, ainsi que le montant et le calendrier du bénéfice imposable futur font l'objet d'incertitudes. Nous établissons des provisions fondées sur l'estimation raisonnable des incidences possibles des vérifications par l'administration fiscale. Le montant de ces provisions se fonde sur divers facteurs, comme les vérifications fiscales antérieures ainsi que les interprétations divergentes de la réglementation fiscale de la part de l'entité imposable et de l'administration fiscale responsable.

L'actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales non utilisées et des différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, auquel ces pertes fiscales et différences temporaires pourront être imputées, sera disponible. La direction doit user de son jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé pouvant être comptabilisé, en fonction du calendrier probable et du niveau du bénéfice imposable futur, outre les stratégies de planification fiscale futures.

Paiements fondés sur des actions

Nous évaluons le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres avec les employés en nous basant sur la juste valeur des instruments connexes à la date d'attribution. L'estimation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions nécessite la détermination du modèle d'évaluation le mieux adapté à l'attribution, en fonction des modalités et conditions de celle-ci. Il faut également formuler des hypothèses et choisir les données les plus pertinentes pour le modèle d'évaluation, notamment les prévisions relatives à l'option quant à sa durée, à sa volatilité et à son rendement en dividende.

Regroupements d'entreprises et dépréciation d'actifs non financiers

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée ainsi que les actifs et passifs identifiables et les passifs éventuels sont évalués à leur juste valeur. Nous établissons la juste valeur en utilisant les techniques d'évaluation appropriées, qui se fondent généralement sur une prévision du montant net total des flux de trésorerie actualisés futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses que formule la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et des taux d'actualisation. La contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur selon une méthode d'actualisation des flux de trésorerie.

Notre test de dépréciation à l'égard du goodwill se fonde sur les estimations en interne de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et recourt à des modèles d'évaluation comme la méthode d'actualisation des flux de trésorerie. Les principales hypothèses sur lesquelles la direction a fondé sa détermination de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations visant les taux de croissance, les taux d'actualisation et les taux d'impôt. Ces estimations, notamment la méthode employée, peuvent avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, en fin de compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

Lorsque les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à un test de dépréciation, la détermination de la valeur recouvrable des actifs exige que la direction recoure à des estimations, facteur qui peut avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, en fin de compte, sur le montant de toute dépréciation.

Provisions

Nous avons inscrit des provisions visant les coûts que nous pourrions devoir engager au cours de périodes futures. Pour déterminer le montant de ces provisions, nous formulons des hypothèses et effectuons des estimations relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu du règlement de ces obligations.

Normes comptables publiées mais non encore adoptées

De temps à autre, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») ou d'autres organismes de normalisation publient de nouvelles prises de position en comptabilité, que nous adoptons à la date de prise d'effet indiquée.

Information sur les actions en circulation

Lightspeed est une société ouverte inscrite à la Bourse de Toronto (TSX : LSPD). Le capital-actions autorisé se compose i) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne, ii) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple et iii) d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries. Au 5 novembre 2019, 70 960 012 actions à droit de vote subalterne, 14 667 922 actions à droit de vote multiple étaient émises et en circulation, et aucune action privilégiée n'avait été émises.

Au 5 novembre 2019, 4 280 008 options sur actions étaient en cours aux termes du régime d'options sur actions de 2012 modifié et reformulé de la Société (desquelles 1 503 937 avaient les droits acquis à cette date), 162 516 options étaient en cours aux termes du régime d'options sur actions de 2016 modifié et reformulé de la Société (desquelles 145 591 avaient les droits acquis à cette date) et 1 693 525 options étaient en cours aux termes du régime d'intéressement omnibus de la Société (desquelles 12 627 avaient les droits acquis à cette date). Chaque option sur action peut ou pourra être exercée en échange de une action à droit de vote subalterne.

Au 5 novembre 2019, aucun bon de souscription n'était en cours. Le 12 août 2019, 54 604 actions à droit de vote subalterne ont été émises à l'intention de notre dernier porteur de bons de souscription lorsqu'il a exercé 61 403 bons de souscription au prix d'exercice de 4,07142752 \$ par action à droit de vote subalterne.

Au 5 novembre 2019, 5 113 unités d'actions différées (« UAD ») étaient en cours aux termes du régime d'intéressement omnibus de la Société. Lorsque le participant cesse d'être un administrateur, haut dirigeant, employé ou consultant de la Société conformément au régime d'intéressement omnibus, chacune de ces UAD sera réglée, au gré du conseil

d'administration, a) par la remise d'actions nouvellement émises ou achetées sur le marché libre, b) en trésorerie ou c) par une combinaison de trésorerie et d'actions.

Au 5 novembre 2019, 68 137 unités d'actions subalternes (« UAS ») étaient en cours aux termes du régime incitatif général de la Société, dont 540 avaient les droits acquis mais n'étaient pas encore réglées. Dès l'acquisition des droits connexes, chacune de ces UAS sera réglée, au gré du conseil d'administration, a) par la remise d'actions nouvellement émises ou achetées sur le marché libre, b) en trésorerie ou c) par une combinaison de trésorerie et d'actions.

Contrôles et procédures

Le chef de la direction et le chef des finances ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et procédures de communication de l'information qui fournissent une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est accumulée et communiquée à la direction de la Société, y compris son chef de la direction et son chef des finances, au moment opportun.

De plus, le chef de la direction et le chef des finances ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, un contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») afin de fournir une assurance raisonnable concernant la fiabilité de l'information financière et la préparation des états financiers. Le chef de la direction et le chef des finances ont été informés que le cadre de contrôle qu'ils ont utilisé pour concevoir le CIIF de la Société est reconnu par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission.

Le chef de la direction et le chef des finances ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, si des changements avaient été apportés au CIIF pendant la période close le 30 septembre 2019 qui ont eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'ils auront une incidence importante sur le CIIF de la Société. Aucun changement de ce genre n'a été relevé au cours de cette évaluation.

Par suite de l'adoption de la norme IFRS 16, de nouveaux contrôles internes, qui comprennent de nouveaux processus permettant de respecter les exigences de présentation de l'information aux termes de cette norme, ont été conçus et mis en place.

Tout système de contrôle, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, mais non absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints. En raison des limites inhérentes à tous les systèmes de contrôle, aucune évaluation des contrôles ne peut fournir l'assurance absolue que tous les problèmes de contrôle éventuels au sein d'une entreprise, s'il en est, ont été décelés. Par conséquent, les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société et ses contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces pour donner une assurance raisonnable, mais non absolue, que les objectifs visés par ces systèmes de contrôle sont atteints.